

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

REPUBLIQUE, DEMOCRATIE, LAÏCITE : TROIS LEURRES POUR HARPONNER LES PEUPLES

« Sacrilège ! On s'en prend à la Laïcité ! », « Notre Démocratie est menacée ! », « C'est la République qu'on attaque ! », « Réalisons la grand Union Nationale » pour défendre ces « valeurs sacrées », car elles font la « Grandeur de la France ! » Voilà les rengaines les plus entendues, chaque fois que les gouvernements sentent vaciller la domination de classe dont ils sont garants. Avec la Révolution Bourgeoise de 1789, une religion a remplacé une autre. A grand renfort de symboles et d'allégories, on a écrit de nouveaux mythes pour offrir aux peuples trois déesses entre les mains desquelles ils devaient remettre leur sort, devant lesquelles tous devraient désormais s'agenouiller et prier : la République, la Démocratie et la Laïcité !



La "Démocratie" française en action.

2/3 - LA DEMOCRATIE OCCIDENTALE : UNE CYNIQUE ENTOURLOUPE

Ce que cachent les mots et les concepts

Partons de trois définitions qui semblent être unanimement acceptées par l'opinion : L'encyclopédie UNIVERSALIS nous dit que « La démocratie est une forme

d'organisation politique traditionnellement définie, selon la formule d'Abraham Lincoln, comme le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », précisant que « comme dans tout système politique, « le peuple », c'est-à-dire la population des citoyens

regroupée dans le cadre d'un territoire, y est **gouverné**. Pour Wikipédia, "Le terme démocratie, désigne à l'origine un **régime politique** dans lequel tous les citoyens participent aux décisions politiques au moins par le vote. Il désigne aujourd'hui **tout système**

politique dans lequel le peuple est souverain.” Le dictionnaire Larousse définit la démocratie comme un système dans lequel **« le peuple élit ses représentants pour un mandat renouvelable ou non, selon la Constitution en vigueur »**.

On peut déjà se poser des questions éclairantes. Dans la vraie vie, existe-t-il une seule démocratie occidentale où le gouvernement est celui « du peuple, par le peuple et pour le peuple » ? Dans quel pays occidental le peuple est-il réellement souverain ? Le fait d'élire des représentants, quel que soit le nombre de mandats, garantit-il la « souveraineté du peuple » ? En répondant honnêtement à ces questions, on admettra qu'il est un fossé abyssal entre l'apologie dithyrambique de la démocratie et la réalité. Tout comme la « République », la « Démocratie » a été déifiée afin de leurrer les peuples.

L'endoctrinement commence à l'école de la République quand les élèves étudient les racines de la civilisation occidentale. Ils y apprennent la beauté de la démocratie grecque dont étaient exclus les esclaves et les métèques et où les femmes étaient maintenues dans le statut de mineures. On fait applaudir les exploits des glorieux spartiates sans qu'on ne dise que les parents avaient obligation de présenter leurs enfants à un Conseil

qui pouvait décider de les tuer si leur physique n'était pas conforme aux normes, et que ceux qui avaient été retenus devaient être confiés à une institution où ils apprenaient à se battre, voler et à tuer.

Mais, pour revenir aux temps actuels, les propagandistes des classes dominantes ont largement imprégné dans l'opinion l'idée que le choix ne peut se faire qu'entre leur propre forme de démocratie ou la dictature, réservant le droit à une prétendue « communauté internationale » - composée d'une minorité de pays impérialistes oppresseurs (USA, UE, Canada et une poignée de pays affidés) - d'attribuer tout label de démocratie.

Quand les élections servent d'alibi à l'oppression

« La Démocratie », nous a dit le Larousse, se définit comme un système dans lequel **« le peuple élit ses représentants »**. Eh bien ! Nous l'affirmons, sans aucune sorte d'hésitation : **l'organisation d'élections n'implique absolument pas la démocratie.** Les journalistes occidentaux ne peuvent l'ignorer quand, en grande majorité, ils désignent l'Inde comme étant **« la plus grande démocratie du monde »** ! L'Inde ! Un pays où les membres des castes inférieures sont traités comme des rebuts de l'humanité et où les femmes subissent une domination barbare !

Les sinistres Erdogan, Ouattara, Duterte et autre Sissi*¹ sont arrivés au pouvoir par le canal des élections. Sont-ils à la tête de « démocraties ».



En construisant leurs institutions, en rédigeant leurs constitutions, en organisant leur système de « démocratie représentative », les classes dominantes ont bien pris soin de tout cadenasser afin de rendre impossible le rejet de leur hégémonie par la seule voie des élections*². Qui pourrait nier que, dans toutes les « démocraties » occidentales, élection ou pas, ceux qui détiennent le Pouvoir réel sont les grands capitalistes et leurs multinationales. C'est le règne de l'oligarchie ! Et, de toute façon quand elles se sentent réellement en danger, les classes dominantes n'ont aucun scrupule à emprunter la voie de la fascisation. C'est le cas actuellement en France.





Manifestation à Paris contre les lois liberticides de Macron-Darmarin

Le voile aveuglant de l'aliénation

Dans leur grande majorité, et cela tant dans les pays impérialistes occidentaux que dans les pays dominés par ceux-ci, les populations sont convaincues d'être privilégiées en vivant dans un système de démocratie de type occidental. L'idée reste ancrée dans les consciences que les élections sont le seul moyen de parvenir à l'amélioration de leurs conditions de vie ; cela même si, paradoxalement, les incessantes désillusions entraînent une augmentation continue de l'abstention. Le conditionnement des populations par le biais de l'école et des médias, le formatage des élites a jeté le voile de l'aliénation sur les consciences.

Le plus triste dans cette situation, c'est que, dans les pays sous tutelle coloniale ou néocoloniale, une grande partie de « l'élite » est profondément convaincue de la validité de cette forme

trompeuse de démocratie. L'aliénation se traduit par l'idéalisation de la civilisation occidentale. Chez nous, le phénomène est aggravé par l'existence du « Syndrome de Lynch ». L'obsession de devenir un « élu de la République Française » atteint une dimension tragique. La perversion des représentations mentales est telle que beaucoup sont obnubilés par la recherche de ce Graal qu'ils croient être la condition de leur réussite sociale et de leur épanouissement. Pour le conquérir, ils sont prêts à multiplier les embûches et attiser les pires divisions au sein du Peuple, compromettant par là même la marche de celui-ci vers l'émancipation. A leurs yeux, il est plus important d'être élu, ou d'être en bonne position sur une liste candidate, que d'être en capacité de changer concrètement la vie de milliers de gens et de faire le pays progresser, en animant des associations culturelles, caritatives,

écologiques ou des activités économiques alternatives. Souvent même, ils ne s'investissent dans de telles associations que dans le seul but de se préparer une base électorale en prévision d'une échéance à venir. On conviendra que cela relève d'une profonde aliénation.

L'aliénation est encore plus dévastatrice quand elle aveugle des dirigeants politiques qui se disputent le pouvoir dans les pays néo-colonisés. En se contentant de faire un copié-collé des constitutions et des institutions pensées par les classes dominantes des anciennes puissances coloniales, ils enferment leurs pays dans une logique mortifère qui rend impossible tout développement endogène. C'est par le jeu de « l'alternance » permise par les élections que ces dirigeants aliénés espèrent accéder au Pouvoir. S'ils mobilisent « leurs troupes », c'est pour lutter pour le même nombre de mandats que dans les démocraties occidentales et non pas contre le pillage de leur pays par les multinationales ou pour le départ des bases militaires étrangères.

Changer de système politique pour changer le monde

Dans la définition de la démocratie donnée par « UNIVERSALIS » et citée en début d'article, était sous-jacent le postulat suivant : tout peuple doit être « gouverné ». Les défenseurs invétérés



de la « démocratie représentative » version occidentale, n'ont de cesse de présenter la « démocratie directe » comme une douce utopie. Pour eux, ce sont les meilleurs, donc l'aristocratie, qui doivent gouverner et diriger. (Sous le régime monarchique, l'aristocratie, constituée par des nobles et sanctifiée par la religion, était héréditaire. Dans la démocratie occidentale, c'est par le truquage des élections qu'on adoube ceux qui sont supposés être les "meilleurs"*³.) Ces conceptions sont des manifestations crues de l'idéologie des classes dominantes.

Eh bien, il faut vraiment changer de paradigme. Le monde nouveau exige que tout peuple soit, non pas gouverné mais organisé pour décider à la base des orientations à mettre en œuvre pour répondre à ses besoins vitaux et permettre l'épanouissement de tous et de chacun. En pratique, il s'agit d'instaurer la véritable souveraineté des peuples en restructurant la société sur la base de l'autogestion. Faisant le culte de « l'élitisme », les classes dominantes n'ont

jamais cessé de dénigrer les savoirs et l'expertise des couches populaires. Or, face à l'incurie des États, ce sont précisément les réponses portées par celles-ci dans tous les domaines qui ont permis et permettent encore à des millions d'êtres humains de survivre malgré les incommensurables dégâts causés par les classes dominantes qui ont pour religion l'oppression, le pillage, l'exploitation, le maintien des inégalités, bref, la démocratie bourgeoise. Les formes institutionnelles ayant cours dans les sociétés précoloniales, par exemple, dans les sociétés africaines ou amérindiennes (qui y subsistent encore à un certain niveau), garantissaient la cohésion sociale et privilégiaient les intérêts collectifs.

« Pour changer le monde, il faut changer de système » avons-nous dit. Eh bien, pour repartir dans une bonne direction, il nous semble indispensable de nous appuyer sur l'expérience des peuples. Rejeter toute forme d'aliénation, doit nous conduire à redécouvrir les réponses portées par eux sur les plans

politique, économique et social avant que ne s'abatte sur eux la barbarie coloniale. Que, donc, les militants se fassent chercheurs et que les chercheurs se fassent militants !

^{*1} Tout récemment Emmanuel Macron a remis la...Légion d'honneur à ce dictateur patenté !

^{*2} Conditions restrictives quant aux candidatures, Chantage et pressions venant des employeurs ou des autorités en place sur les candidats et les électeurs, possibilité d'accès aux lieux de réunion inéquitable, manipulation à travers les empires médiatiques et les instituts de sondage contrôlés par les classes dominantes, inégalité quant aux moyens financiers de mener campagne, fraudes, etc.

^{*3} Dans l'article de Wikipédia sur la démocratie, on peut lire ceci : "Francis Dupuis-Déri considère qu'en France ou aux États-Unis au XVIII^{ème} siècle, l'aristocratie héréditaire a été remplacée par une aristocratie élue : selon lui, l'élection, mécaniquement, consiste à choisir les meilleurs d'entre nous pour des fonctions qui exigent des connaissances, et elle est une procédure d'auto-expropriation du pouvoir par les citoyens, qui le confient aux élus(...)"

Prochain article : A propos de la Laïcité.

PAWOL FONDOK

“L'arbre qui tombe fait plus de bruit que la forêt qui pousse.”

Proverbe africain.



INITIATIVES ALTERNATIVES

CNCP, MODEMAS ET PKLS : ENSEMBLE POUR TRANSMETTRE ET SUIVRE LE CAP

*Le vendredi 18 dernier, les militants et les sympathisants étaient appelés à se rassembler pour commémorer de grandes dates et de grandes figures de notre Peuple qui ont marqué l'histoire de notre pays au mois de décembre. Désanm 59, L'OJAM, Lepen déwo, Frantz FANON, Marcel MANVILLE, Ti-Jo MAUVOIS, Yvette GUITTEAUD-MAUVOIS, Pierre PAPAYA*1.*



La commémoration de ces événements de décembre 1959*2 s'est traduite par une marche, dont la première étape sur le lieu de l'assassinat de Christian MARAJO. Cette étape fut ponctuée par une prise de parole des représentants de chacune des organisations. Les intervenants se sont attachés à rappeler le contexte politique social et économique de l'époque en Martinique. Ils ont évoqué le rôle de la jeunesse et invité à honorer la mémoire des trois jeunes assassinés par les forces de répression françaises : Christian Marajo, 15 ans, Edmond-Eloi Veronique dit Rosile, 19 ans, et Julien Betzi, 20 ans.

Les participants ont poursuivi la marche jusqu'au kiosque Gueydon sur « la Savane » où elle devait se clôturer par les déclarations finales des organisations présentées par Robert SAE du CNCP, Garcin MALSA du MODEMAS et Raphael CONSTANT du PKLS. Tous ont insisté sur l'importance de commémorer notre passé glorieux et d'assumer le devoir de

transmission, mais aussi de maintenir levé le flambeau de la lutte. L'accent a été également mis sur les perspectives politiques proposées pour la période actuelle.

*1 Marcel MANVILLE, avocat militant. Yvette GUITTEAUD-MAUVOIS, membre fondatrice de l'Union des Femmes de Martinique. Pierre PAPAYA, militant du PKLS. OJAM : Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise qui, les 23 et 24 décembre 1962, a placardé dans toutes la Martinique le Manifeste « La Martinique aux Martiniquais ». Le 6 décembre s'est posé comme une date symbolique à différents moments de notre histoire (Décès de Frantz FANON et de l'historien militant Ti-Jo MAUVOIS, interdiction de l'entrée du fasciste Lepen sur le territoire par le peuple Martiniquais).

*2 Pour rappel, c'est d'un banal accrochage entre un Martiniquais et un « zorey », que naît une révolte populaire provoquée par une intervention barbare et raciste des CRS français après la fin de l'incident. En effet, ces derniers encore marqués par la défaite de l'armée Française face au peuple Algérien voulaient déverser leur besoin de vengeance sur un autre peuple colonisé. Les émeutes se sont déroulées les 20, 21 et 22 décembre.



L'ENQUÊTE DU COLLECTIF DES OUVRIERS (ES) AGRICOLAS EMPOISONNÉS (ES) PAR LES PESTICIDES SE POURSUIT

Le samedi 19 décembre, le Collectif avait invité les ouvriers et ouvrières agricoles du secteur à se rassembler au bourg du Morne-Rouge afin de participer à l'enquête qu'il organise afin que son action s'appuie sur une connaissance pointue de la réalité et que ses revendications soient une expression fidèle des attentes des victimes concernées par le crime d'empoisonnement.



La salle était comble. Dans un premier temps, les membres du bureau ont rappelé ses objectifs du Collectif, rendu compte du travail déjà réalisé et expliqué le pourquoi et la méthode de l'enquête.

Ensuite, les participants, venus de plusieurs quartiers de la commune, ont pu échanger avec les animateurs de la réunion, avant de rejoindre les différentes tables où les attendaient les "militants-enquêteurs" et participer individuellement à l'enquête.

Il n'est pas étonnant que les 11 revendications présentées par le Collectif des ouvriers (es) agricoles empoisonnés (e) par les pesticides recueillent une si large adhésion au sein du Peuple Martiniquais. Elles ont, en effet, été élaborées sur la base de l'enquête réalisée sur le terrain après la première vague qui avait concerné 400 ouvriers (es) ayant travaillé sur 46 habitations. Après le traitement des données recueillies, une deuxième vague a été lancée qui, à ce jour, a permis d'échanger avec 200 autres travailleurs.

SUGGESTION DE LECTURE

- * <http://www.politiques-publiques.com> / Livre : "Le nègre monde"
- * <https://www.investigaction.net> Racisme et 'lawfare' aux États-Unis par FRANKLIN FREDERICK
- * <https://www.afrique-asie.fr/> Le Rapport Caché de l'OMS sur les Crimes US en Irak



■ KANAKY : LA LUTTE POUR LA CONQUETE DE LA SOUVERAINETE SE POURSUIT !

La forte mobilisation du Peuple Kanak contre le projet visant à livrer l'usine - sud au consortium contrôlé par Trafigura illustre clairement que la France ne pourra pas arrêter le processus de décolonisation du pays.

Le détonateur des tensions qui agitent actuellement la Kanaky, c'est la décision de l'entreprise minière brésilienne VALE de se retirer du pays. Sous l'impulsion des indépendantistes, une offre de reprise a été déposée par la Sofinor (Société de financement de la Province Nord) et par un partenaire industriel sud-coréen, avec un projet d'actionnariat public calédonien à 56 %. Mais cette offre a été écartée, au profit de celle du consortium Prony Resources, mis sur pied par Antonin Beurrier, le directeur de Vale en Nouvelle-Calédonie, consortium financé en grande partie par le négociant international Trafigura* associé à des privés anti-indépendantistes.

A la suite de cette décision, un collectif "Usine Sud = Usine pays", l'Instance coutumière autochtone de négociation (Ican) soutenus par le FLNKS (Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste) ont déclenché une série de mobilisations. Les mines, les usines et plusieurs axes routiers ont été bloqués sur tout le territoire.



De violentes confrontations ont eu lieu le 7 décembre à Nouméa. (47 interpellations et huit blessés). Une station-service incendiée dans une commune voisine de Nouméa. Le 10 décembre, des manifestants ont tenté d'investir le site industriel de Vale. Des infrastructures ont été détruites. Le GIGN a pu prendre le contrôle du site (classé à haut risque industriel), en faisant usage de balles réelles. Heureusement, sans faire de victimes.

Il est manifeste que l'Etat colonial tente de faire obstruction au processus de décolonisation en bloquant les possibilités de contrôle sur les leviers du développement économique par le Peuple Kanak et il n'est pas surprenant que ceux qui ont installé des contre-barrages

étaient pour l'essentiel les "caldoches" les plus réactionnaires. Ces derniers, armés et brandissant le drapeau bleu-blanc-rouge, ne cachaient pas leur volonté de s'opposer au processus d'émancipation de la Kanaky. Mais, au vu de la courte victoire obtenue par les anti-indépendantistes lors du référendum du 4 octobre dernier (53% malgré la manipulation de la base électorale par le gouvernement colonial), au vu aussi de l'actuelle mobilisation du Peuple Kanak, il y a tout lieu de penser que le Peuple Kanak est décidément en marche vers la souveraineté.

* Trafigura, négociant en matière première, est une société basée en Suisse responsable du déversement de déchets toxiques en Côte d'Ivoire ayant entraîné l'empoisonnement de dizaines de milliers d'habitants.



■ “CETTE PANDEMIE AURA ETE PLUS MEDIATIQUE ET POLITIQUE QUE MEURTRIERE.”

Jik An Bout vous invite tout particulièrement à vous rapporter à un article très édifiant sur le Bilan de la pandémie de Covid-19 pour l'année 2020 paru sur le site <http://www.les7duquebec.com>. Nous vous en livrons l'avant-propos ci-dessous.



“ En 2020, sur 218 pays ou territoires affectés - ou pas par la Pandémie, 12 pays seulement auront regroupé, à eux seuls, 71,2% des 1,625.000 décès Covid-19 de la planète.

(Voir STATISTA : (Coronavirus : nombre de morts par pays dans le monde 2020))

En 2020, 117 pays ou territoires (sur 218) auront compté, en moyenne sur l'année, moins de 1 décès

par jour de la Covid-19 (moins de 365 décès sur l'année).

En 2020, 174 pays auront compté, en moyenne, moins de 10 décès par jour de la Covid-19. Dans ces 174 pays ou territoires, les pertes Covid auront été tout simplement infinitésimales si l'on veut bien considérer que 75% de ces décès auraient pu, ou dû, être attribués à un autre facteur de comorbidité, dont l'âge et les

pathologies cardio-vasculaires.

En 2020, 1% des habitants de la planète aura été testé positif à la Covid-19 mais seulement 0,25 pour mille habitants en sera décédé (1 décès sur 4 000 habitants). Rien à voir avec les grandes épidémies des siècles passés...d'autant que ces décès ont majoritairement concerné des personnes âgées, voire très âgées, ayant une très faible espérance de vie.

On ne le répètera jamais assez, cette pandémie aura été plus médiatique et politique que meurtrière. La meute médiatique mondiale aura été conduite par les médias occidentaux, tout simplement parce que l'occident, mal préparé à ce genre «d'incident de parcours», aura subi l'essentiel des pertes et que le rapport à la mort n'y est pas le même que sur le reste de la planète. La vie d'un «occidental» n'a pas de prix. (...)”





C'EST NOTRE PROPRE STRATEGIE QUI DOIT PREVALOIR

A l'occasion de la manifestation du 18 Décembre organisée en collaboration avec le PKLS et le MODEMAS, Robert SAE, responsable aux affaires extérieures du CNCP, intervenant au nom de l'organisation, a développé quatre thèmes : l'importance de connaître notre histoire pour savoir où nous allons, les particularités de la situation actuelle sur le plan national et international, la stratégie que développe l'Etat français pour endiguer la lutte de notre peuple et enfin, les axes politiques que le CNCP considère prioritaires pour l'avancée de notre lutte pour l'émancipation. Nous reproduisons cette dernière partie de l'intervention.



La statue de Desnambuc déchoukée à Fort-de-France

“ Oui, il y a urgence ! Et il est indispensable que nous élaborions une stratégie cohérente de résistance et de construction alternative.

Nous devons nous mobiliser pour jeter les bases d'une économie endogène et auto-

centrée, visant en particulier à développer l'autosuffisance alimentaire. Nous devons nous battre pour conquérir le Pouvoir de réaménager notre territoire afin que soit protégés la vie de notre population et notre environnement. Nous devons

agir pour que notre jeunesse ait le droit de s'épanouir et de mettre ses compétences au service de la Martinique.

En clair, nous devons lutter pour conquérir notre Indépendance et notre Souveraineté !

Mais, pour parvenir à la victoire, nous devons éviter à tout prix de rester prisonniers du tempo, du calendrier et des méthodes inspirés par l'ennemi. C'est notre propre stratégie qui doit prévaloir. Nous devons absolument donner la primauté au travail de labourage quotidien sur le terrain afin de contribuer à la conscientisation et à l'organisation du plus grand nombre, pour faire en sorte que notre Peuple, Uni, soit vraiment l'acteur principal de la mobilisation. L'engrenage des manifestations de réactions défensives, les appels quasi quotidiens à des manifestations venant de tout bord à travers les réseaux sociaux, émanant parfois de groupes inconnus dont nul ne sait les

intentions, cela, seul, ne peut tenir lieu de stratégie.

Nous terminerons notre intervention en affirmant qu'aujourd'hui, nous avons l'opportunité de nous rassembler autour d'une cause d'intérêt national et qui nous ouvrira la porte de l'émancipation : Il s'agit de la lutte pour que soient condamnés les responsables de l'empoisonnement massif de notre peuple et de notre environnement et pour exiger réparation du préjudice. Car il y a des coupables qui ont commis ce crime en toute connaissance de cause. L'Etat français, pour servir la caste, a fait tirer sur les ouvriers qui, en 1974, exigeaient l'interdiction des produits toxiques. La répression a fait 2 morts et des dizaines de

blessés le 14 février à Chalvet. Non, Monsieur le Préfet, Il n'y a pas eu "d'aveuglement collectif" et ce ne sont pas les miettes dont on annonce la distribution qui nous le feront oublier. Comme s'il appartenait aux empoisonneurs de l'Etat Français et de la caste des grands propriétaires békés – rappelons que ces derniers n'ont toujours pas reconnu leur responsabilité – de décider unilatéralement de la sanction de leur propre crime !

Alors camarades militants, frères et soeurs Martiniquais et Martiniquaises, Unissons-nous autour de notre drapeau Rouge-vert-Noir et au combat ! Doubout pou la viktwa !"



MEMOIRE DES PEUPLES

QUELQUES RAPPELS SUR HONG KONG ET LA GUERRE DE L'OPIMUM

Au XIX^e siècle, les colonialistes occidentaux ont mené deux “guerres de l’opium” contre la dynastie Qing qui voulait leur interdire le commerce de l’opium sur son territoire (1839 à 1842 agression par le Royaume-Uni / 1856 à 1860 agression par le Royaume-Uni, la France et les USA). Avec l’article de Danielle BLEITRACH que Jik An Bout propose ci-dessous, on comprendra mieux pourquoi les occidentaux soutiennent avec autant de ferveur les dits “pro-démocrates” qui “défient la Chine” à Hong Kong.



Pour mémoire : images de la “démocratie” à Hong Kong sous domination Britannique !

“Au début du XIX^e siècle, l’Empire chinois est confronté au problème de la drogue. L’opium est massivement introduit par les Anglais à Canton, où prospèrent, grâce à lui, la corruption, le banditisme et la prostitution. J’ai lu récemment dans une revue qui ne cache pas ses sympathies pour les Etats-Unis et “l’internationale des milliardaires” qui mène campagne en soutien à

Trump, que Hong Kong ne serait pas chinois puisque ses habitants originaires de Canton parlaient le cantonais et pas le mandarin. Il faut ne rien savoir sur la Chine pour ignorer que c’était le cas dans pratiquement toute la Chine où l’écriture est commune mais les sons différents, au point qu’il existait des seaux d’encre et du papier avec lesquels le nouvel arrivant d’une autre province traçait des caractères chinois pour se faire comprendre. Le gouvernement communiste en répandant l’éducation et en

simplifiant les caractères a promu l’unification par le mandarin et ceci se réalise également à Hong Kong.

Mais revenons-en à l’introduction massive par la Grande Bretagne de l’opium produit massivement dans sa colonie indienne. Marx dans le capital parle de ces nourrissons dans les fabriques anglaises que les mères gorgent d’opiacés pour pouvoir aller à l’usine et il voit la revanche de l’Orient sur l’oppression de l’Empire britannique.

Pour la première fois, un gouvernement se trouve placé devant une alternative devenue classique : légaliser la drogue ou sévir. L'Empire chinois choisit le conflit avec l'Empire britannique. Du coup, il est contraint par la force à s'ouvrir aux puissances européennes. L'opium est la cause directe de la guerre entre les Empires chinois et britannique, dite « guerre de l'opium » (1839-1842), qui a ouvert la Chine

aux Anglais, puis aux autres puissances européennes.

Si l'opium a été interdit par le régime communiste à partir de 1949, il reste associé à Hong-Kong, paradis du haut banditisme, de la drogue et de la prostitution. Symbole de l'humiliation subie par la Chine.

Hong-Kong est née de l'opium, puisque l'île fut cédée aux Anglais en 1842, par le traité de Nankin (Nanjing), qui mit fin à

la guerre de l'opium. Pendant 150 ans y règne un statut colonial dans lequel tous les pouvoirs sont aux mains du gouverneur mais qui obtient le droit à l'enrichissement pour certaines couches grâce à la banque de Hong Kong HSBC, ouverture monétaire sur la city britannique puis sur les États-Unis et le dollar. (...)

(Source : histoireetsociete.com)

AGENDA

LE COLLECTIF DES OUVRIERS (ES) AGRICOLLES EMPOISONNES (ES) PAR LES PESTICIDES

*invite les travailleurs concernés et leurs
ayant-droit à une rencontre :*

**Dimanche 10 Janvier 2021
à partir de 9 H00
au bourg de BASSE-POINTE**

A l'ordre du jour :

- **Présentation du Comité et de ses objectifs**
- **Enquête sur les cas individuels**

Contact pour renseignements :
0696.74.19.51

A découvrir sur



www.jikanbouttv.com

&

La page facebook de Jik An Bout

**“ Contre la fausse réforme
du Franc CFA. ”**

★★★

